

LES ACTEURS

- musée local ;
- éco-gardes ;
- Exploradôme ;
- promenade « Canauxrama » ;
- associations locales de défense de l'environnement ;
- maître formateur départemental sciences ;
- archives municipales, départementales ...

LE DÉROULEMENT

Origine du projet :

- article de journal sur la construction prochaine d'une écluse.

Le problème :

- *Comment adapter l'urbanisme à l'environnement ?*

La démarche :

- lire et débattre sur le contenu de l'article ;
- se documenter sur les crues => lien avec histoire / géographie ;
- visiter l'exposition du musée sur les crues locales ;
- observer l'influence des crues sur l'urbanisme (lire des cartes) ;
- interroger un intervenant sur les dispositifs pour minimiser les risques ;
- débattre : pour / contre les constructions d'immeubles au bord de l'eau.

Le temps, l'espace :

- passé, présent, futur de cette problématique : lien avec l'évolution des paysages.

Interdisciplinarité :

- maîtrise de la langue : débats, argumentation, expression orale ;
production d'écrits en vue de communiquer ;
acquisition du vocabulaire spécifique ...
- mathématiques : lecture et production de graphiques ;
mesures, unités de volume ;
grands nombres ...
- arts visuels : étude de tableaux du musée local ;
mise en page de l'exposition des résultats des travaux ;
photographie ...
- technologie : maquette d'un barrage, d'une écluse.

Approche globale :

- mesures à prendre en cas de crues, de risques majeurs (après visionnage d'un film sur le sujet).

Citoyenneté :

- prendre conscience du caractère national du problème des crues ;
- éduquer à la solidarité ;
- préserver les ressources ;

- construire un cadre de vie agréable et respectueux de la nature pour les générations futures ;
- sensibiliser au danger ...

Communication :

- exposition ouverte au public (au musée, dans le hall de la mairie, à l'école ...) ;
- affiches, arts visuels, cédérom en boucle ...

ÉVALUATION

savoirs :

- prendre conscience des conséquences de l'intervention humaine sur l'environnement (transformations, constructions)

savoir-faire :

- se documenter, débattre, établir un compte rendu, mettre en valeur son travail ...

savoir être :

- être citoyen ...

PROLONGEMENTS

littérature

lecture : la presse

sciences : réchauffement de la planète

On va pouvoir construire plus facilement sur les rives

L SOULAGE les propriétaires, contentes les mairies, mais inquiète les écologistes. Le plan de prévention des risques d'inondation du Val-de-Marne (PPRI) est en train d'être révisé. Il passe en ce moment devant les conseils municipaux avant de faire l'objet de réunions publiques. La tendance générale est à l'assouplissement des contraintes concernant la constructibilité des terrains situés au bord de la Seine et de la Marne. Lancé en 2000, le document concerne 24 communes*, soit 220 000 habitants répartis sur 20 % du département. C'est particulièrement important pour ces derniers et la valeur de leur logement.

L'ancien plan de prévention, plus restrictif, se fondait sur la crue de 1910, la plus forte jamais connue. A cette époque, les rues de Nogent, Champigny, Maisons-Alfort et Choisy-le-Roi, pour ne citer qu'elles, s'étaient transformées en cours d'eau, obligeant les habitants à se déplacer en barque.

L'impact des crues revu à la baisse

« En 2006, nous avons rencontré les communes, explique Delphine Lesdus, responsable de la subdivision Risques et Inondations à la DDE. Elles nous ont expliqué leurs besoins et les problèmes qu'elles rencontraient. On a fait



IVRY, MIER. Avec la révision du plan de prévention des risques, il sera désormais possible de rebâtir après un sinistre, et la constructibilité sur les bords de la Seine et de la Marne est étendue. (DDE LA)

des études techniques qui nous ont fait évoluer car nous étions trop stricts. En fait, on se situe en zone de crue lente, ce qui signifie que l'eau monte d'un mètre toutes les deux heures. Elle n'est donc pas dévastatrice. »

Les zones inondables qui étaient auparavant totalement inconstructibles, à l'image de quelques îles de la Marne et de quelques bandes bordant la Marne et la Seine, pourront ainsi faire l'objet de travaux après un sinistre, même dans les zones rouges où le risque est le plus élevé. Dans ces dernières, les nouvelles constructions sont néanmoins prohibées. Les anciennes zones rouges bachelées orange passent pour la plupart au orange, ce qui signifie que la construction est possible, à condition de réserver les sous-sols au stationnement.

A ceux qui reprochaient à l'État de jouer avec la sécurité des futurs habitants de ces zones, Delphine Lesdus promet : « Les risques d'inondations continueront à être pris en compte. On les a seulement conciliés avec les projets des villes. »

AUNE-LAURE ARBAHAN

* Alfortville, Alfortville, Bonneuil, Bry, Champigny, Charenton, Charenton-le-Pont, Choisy-le-Roi, Créteil, Ivry, Joinville-le-Pont, La Courneuve, Le Bourget, Maisons-Alfort, Maisons-Laffitte, Maisons-Moutiers, Nogent, Orly, Ormesson, Saint-Maur, Saint-Maurice, Sceaux, Valenton, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges et Ivry.

CONTRE

« On prend des risques »

CHANTAL DUCHÈNE, porte-parole des Verts du Val-de-Marne et conseillère municipale à Ivry

POUR CHANTAL DUCHÈNE, la révision du plan de prévention des risques d'inondation est une aberration : « Nous avons appelé nos élus à voter contre », explique-t-elle. D'après la porte-parole des Verts du département, la révision du PPRI est liée à l'opération d'insertion nationale dans les villes bordant la Seine : « Avec l'IGN, l'État a besoin de zones pour construire de nouveaux logements, il a donc assoupli les règles de constructibilité des inondations. On prend des risques. Les travaux de réflexion des élus ne sont pas achevés et le programme des barrages-obstacles n'est pas financé. » La vallée de la Seine est particulièrement



touchée selon la conseillère municipale d'Ivry. « Sur la zone d'Ivry-Port, il y a de nombreux immeubles insubmersibles qui vont être reconstruits, avance-t-elle. Si un jour il y a un problème, il n'y aura pas forcément de blessés ou de

morts, mais il faudra réloger ces personnes et les travaux de réflexion coûteront très cher. D'autre part, l'esthétique en prend un coup. On va se retrouver devant des murs de béton, les règles de constructibilité imposent en effet de réserver le rez-de-chaussée aux porches. Cela va donc surélever les immeubles. »

POUR

« Un plus pour les riverains »

PIERRE CONROUX, directeur général de l'urbanisme à la mairie de Créteil

LA RÉVISION du plan de prévention des risques d'inondations ? « On est satisfait, réagit Pierre Conroux. Pour nous, elle simplifie les zones de la ville, ce qui permet une meilleure lisibilité. D'autre part, les études menées à la demande de la préfecture montrent que le niveau des inondations restera le même, mais que l'écoulement serait moins contraignant, il y a donc moins de danger. »

Pour le responsable de l'urbanisme de Créteil, la reconstruction d'une habitation après un sinistre est un plus pour les riverains des îles de la Marne : « Ce sera même possible sur l'île des Ravageurs,



qui est toujours classée en rouge. »

Autre ajout pour ces derniers : les habitations existantes ayant un niveau complet autorisé à l'abri des inondations pourront vendre

dans une limite de 20 m. Enfin, autre symbole de l'assouplissement, le zonage a été modifié au niveau de la ZAC de la Pointe-du-Lac.

« La constructibilité était gérée pour un bâtiment. On aurait pu construire, mais pas comme on voulait. Là, nous n'avons plus cette contrainte. »